

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Un choix cornélien

Après le référendum du 26 juin qui a vu une large majorité d'habitants de Loire-Atlantique se prononcer pour la construction de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes (NDDL), et la décision du 14 novembre de la cour administrative d'appel de Nantes de rejeter l'ensemble des requêtes dirigées contre les arrêtés préfectoraux autorisant les travaux, on attend la décision du gouvernement.

Une décision lourde de sens, car il en est de ce débat comme de celui sur les gaz de schiste. Si la priorité est de préserver l'environnement et la biodiversité, de lutter contre l'artificialisation des sols et le changement climatique, l'État doit, au nom de l'intérêt général dont il est le garant, interdire la construction de l'aéroport quand bien même les citoyens se sont prononcés pour, et l'exploitation des gaz de schiste, malgré les pressions du lobby pétrolier.

Dans ce cas, il devra proposer concomitamment un nouveau modèle de développement économique. En revanche, si la priorité est de désenclaver le grand-ouest et de faire comme si le changement climatique n'existait pas, il faut démarrer les travaux de NDDL et autoriser l'exploitation des gaz de schiste.

Philippe VI d'Espagne

Le roi médiateur

p. 5

États-Unis

Donald
Trump

p. 5

Dette

Benjamin
Lemoine

p. 6-7

La sociale

Gilles Perret a réussi un tour de force : raconter l'histoire de la Sécurité sociale et donner des arguments pour la défendre tout en nous faisant passer un bon moment.

En allant voir en avant première *La sociale*, documentaire sur la Sécu de Gilles Perret, je m'inquiétais un peu. (1) Je craignais un film-tract à bâiller. J'avais tout faux. Pour commencer, des images de la Savoie. Sur le dépliant distribué à l'entrée, je lis que le réalisateur est savoyard et qu'il a l'habitude de partir d'une situation locale pour nous parler de problèmes politiques et économiques. En l'espèce, il est verni car le héros du film, Ambroise Croizat, est né dans une famille ouvrière métallurgiste savoyarde en 1901. Ambroise Croizat, même François Rebsamen, filmé dans son bureau au ministère du Travail, ne le connaît pas.

Pourtant, Croizat a été ministre du Travail et de la Sécurité sociale de novembre 1945 à mai 1947. En 1936, il impose la première loi sur les conventions collectives. Après la guerre il nous donne les comités d'entreprise, la formation professionnelle, la médecine du travail et la Sécurité Sociale. « *Il faut en finir avec la souffrance et l'exclusion. Dans une France libérée, nous libérons les Français des angoisses du lendemain.* » Ses fortes paroles devraient être imprimées sur notre carte Vitale. Quand il est mort d'épuisement en 1951, un million de personnes ont assisté à ses obsèques. Mais, quand on parle de la création de la Sécurité sociale, on pense à Pierre Laroque. Le réalisateur ne minimise pas le rôle de ce grand commis de l'État, gaulliste social. Mais il

rappelle avec force que l'impulsion politique vint du ministre. Alors, pourquoi cet oubli ? L'explication est simple.



Ambroise Croizat

Ambroise Croizat était communiste et la guerre froide a eu rapidement raison de l'union patriotique née du combat contre les Allemands. Pourtant, c'est justement parce qu'il était communiste qu'Ambroise Croizat parvint à imposer la Sécurité sociale. Le relatif consensus politique existant à la Libération autour de l'esprit du Conseil national de la Résistance ne suffisait pas pour imposer des avancées sociales aux forces conservatrices. Il fallait le rapport de force instauré par le poids du parti communiste et de la CGT. Un rouge de l'époque, justement, Gilles Perret nous en montre un sacré spécimen. Jolfred Fregonara, 97 ans, syndicaliste CGT qui organisa la mise en œuvre de la caisse de Sécurité sociale en Haute-Savoie. C'est un des talents de Gilles Perret de réussir à mettre à l'écran des personnalités qui incarnent son sujet. Les spectateurs, comme

les futurs cadres de la Sécurité sociale, se souviendront longtemps de l'enthousiasme de l'ami Jolfred.

L'historien Michel Etiévent, biographe de Croizat, intervient avec sensibilité tout au long du film et proclame qu'il doit ce qu'il est à la Sécurité sociale. Pour leur part, les universitaires Colette Bec (2) et Frédéric Pierru nous expliquent la spécificité d'une institution conçue comme libre par rapport à l'État et gérée par ses usagers. Ils décrivent aussi sa lente dérive, de l'étatisation à la privatisation. Dès sa naissance, la Sécurité sociale dut affronter des adversaires qui n'ont toujours pas désarmé. Le réalisateur les laisse s'exprimer en toute liberté pour mieux faire ressortir le grotesque de leurs propos et le danger de leurs projets. Un premier coup lui a été porté en 1967 avec la séparation des trois caisses, maladie, retraite et famille et l'instauration du paritarisme dans les conseils. Le système n'est pourtant ni archaïque ni inefficace, même si de récentes statistiques montrent que le système de santé reste inégalitaire. L'évolution de la démographie et des dépenses de santé pose certes des questions réelles. Elles ne justifient pas la remise en cause d'un système menacé par les appétits de sociétés privées nullement résignées à se contenter des 14 % des dépenses de santé, sélectives, qu'elles prennent actuellement en charge. Les politiques obsédés par les grands équilibres financiers sont leurs meilleurs alliés. Le fameux « trou » de la Sécu fournit un prétexte facile à une remise en cause d'un système à rebours de l'idéologie libérale. Gilles Perret donne longuement la parole à Anne Gervais, médecin hospitalière, qui défend l'hôpital public et veut une Sécurité sociale remboursant intégralement les soins. Nous serions bien inspirés de lui emboîter le pas.

Laurent LAGADEC

(1) Voir les dates et les salles de projection sur : www.lasociale.fr

(2) Colette Bec, *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie*, NRF Gallimard, 2014, voir *Royaliste* no 1058.

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Un choix cornélien - P 2 : Cinéma : La sociale - P 3 : Oligarchie : N'oublions pas la haine - P 3 : Humeur : De Charlybde en Scylla - P 4 : Catalogne : Philippe VI modérateur - P 5 : États-Unis : Le roi Donald - P 6-7 : Finances publiques : Comment la dette a été fabriquée - P 8 : Théorie : L'islam, la guerre et la paix - P 9 : Idées : Les nouveaux enfants du siècle - P 10 : Expos : Un hommage à l'histoire de France - P 11 : Brèves : Iran, Autriche, Népal, Rwanda - P11 : Seconde liste de souscripteurs - Mercredis de la NAR - La Nation et l'Universel - P 12 : Édito par Nicolas, Palumbo : L'urgence de lutter contre l'exclusion sociale

N'oublions pas la haine

Les primaires de la droite et les embrouilles de la gauche suscitent des tonnes de commentaires sur les tactiques, les stratégies et les semblants de programmes. Jetons un coup d'œil derrière les apparences.

Il y eut le temps des projets - le « Projet socialiste » - puis celui des programmes. Nous en sommes réduits aux formules fabriquées par les communicants, aux simples assemblages de mots qui sont censés faire monter les sondages puis les bulletins de vote. Ces assemblages sont composés pour les primaires mais ils seront recomposés par la présidentielle selon que l'on veut paraître plus droitier ou plus centriste que le rival.

Cette fabrique de l'illusion est bien connue mais il faut souligner sa très lourde conséquence : la « droite des valeurs » et la gauche des valeurs qui composent une seule et même oligarchie ont produit une dévaluation de toutes les valeurs qui est la marque du nihilisme. À gauche, l'invocation rituelle des valeurs du socialisme recouvre une pratique ultra-libérale tandis que la droite ne cesse depuis Jacques Chirac de sacrifier la nation sur l'autel bruxellois.

Dernier signe en date de ce nihilisme : la publication par Emmanuel Macron d'un livre intitulé *Révolution*. Le candidat du Patronat et de la Banque, qu'on dirait échappé d'une mauvaise bande dessinée marxiste-léniniste, s'affirme révolutionnaire : les mots n'ont plus de sens, ils font place à l'image du bon jeune homme qui n'est ni de droite ni de gauche, ou le contraire, ou au-delà, ou vice-versa mais toujours devant les caméras. Vous me direz que la reconversion d'une égérie xénophobe en madone des banlieues, (1) ce n'est pas mal non plus. Mais cela, c'est une autre histoire.

Pourquoi les oligarques agissent-ils ainsi ? Beaucoup de serviteurs de l'État se posent la question depuis deux bonnes décennies, ainsi que d'innombrables électeurs. Sans exclure bien d'autres explications pertinentes, je propose qu'on s'intéresse à ce que les candidats à la présidence cherchent à cacher sous diverses formules et gestes convenus : la haine du rival.

Le service de la patrie impose des limites aux conflits politiques selon les principes communs, le combat pour les idées autorise le compromis, mais quand on est persuadé que la France n'a pas d'avenir, que les idées n'ont pas de sens et que les mots ne valent que par leur efficacité, le moteur de l'action « politique » n'est plus que le désir passionnel et personnel du pouvoir. Comme le désir de l'un est contrarié par le désir de l'autre, la haine fouette les énergies. Haine recuite d'Alain Juppé contre Nicolas Sarkozy. Haine toute fraîche de Manuel Valls contre Emmanuel Macron...

Pas étonnant que ces gens-là, soudés par leur haine, ne voient plus le peuple, ni le monde.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. « Marine Le Pen à la conquête des banlieues », *Le Figaro* du 15 novembre 2016.

De Charybde en Scylla

D'une élection à l'autre, d'un référendum à une présidentielle, le même chapelet de bêtises, d'incohérences, d'impasses politiques se déversent à longueur d'articles.

La messe était dite. Le Royaume-Uni ne pouvait pas sortir de l'Union européenne, les États-Unis ne pouvaient pas élire Donald Trump. D'ailleurs les sondages étaient catégoriques, si catégoriques que pour un peu, on se serait passé de voter.

Hélas, les électeurs n'ont pas suivi les sondages et ont botté les fesses des experts autoproclamés. D'où des déluges d'imprécations, de haine de la part de ces gens si bien informés, si bien imprégnés du sens de l'histoire. Car l'histoire a un sens, dont ils sont les grands-prêtres, lecteurs qu'ils sont des quatrième de couverture des livres de Fukuyama.

D'où la colère et l'indignation de ces démocrates éclairés ! C'est une pétition de londoniens ou de californiens qui envisagent de rompre avec leur odieux pays et d'accéder à l'indépendance. Ce sont ces artistes qui décident du jour au lendemain de partir loin d'une nation indigne de leur génie. Hélas pour eux, n'est pas Victor Hugo qui veut. Et les États-Unis comme le Royaume-Uni ne sont pas la France de 1851. D'autres batailles électorales, d'autres combats peuvent être menés et gagnés. Mais l'indignation vertueuse est tellement plus simple.

Saluons au passage la volonté de Bernie Sanders et d'Elizabeth Warren de reconstruire le Parti démocrate et de préparer l'avenir.

Enfin il y a ceux qui vous expliquent que le gouvernement britannique pourrait décider de ne pas sortir de l'UE ou bien que les grands électeurs américains pourraient ne pas voter pour Trump, c'est-à-dire ni plus ni moins jeter à la poubelle les résultats d'un scrutin ou les institutions elles-mêmes. Les beaux démocrates que voici.

Mais pensez-vous seulement aux jeunes, chroniqueur indigne ? Ah oui les jeunes, notre avenir n'est-ce pas ? La preuve, ils ont voté pour le *Remain* et ils ont voté pour Clinton. À propos, à partir de quel âge cesse-t-on d'être jeune ? Qui est compétent pour le décider ? Et n'y a-t-il pas des jeunes qui ont voté Trump pendant que d'autres se sont abstenus, comme au Royaume-Uni certains ont voté pour le Brexit ? Ah oui, j'oubliais, il y a les bons jeunes et les mauvais.

Belle logique de guerre civile froide qui empêche de comprendre les fractures sociales et géographiques à l'œuvre et de privilégier l'anathème plutôt que l'analyse.

Alors oui, des Farage, Trump ou consorts ont bien de quoi inquiéter ou révolter. C'est en repensant l'Europe ou la mondialisation qu'on les vaincra, pas en faisant de la communication ou en prenant des poses.

Robert PASTINELLI

Philippe VI modérateur

Le nouveau gouvernement espagnol à peine installé, la question catalane revient à la Une de l'actualité, outre-Pyrénées. Une fois de plus, la neutralité effective du chef de l'État ouvre des voies de médiations à tous les acteurs politiques.

Pour la première fois de son règne, le roi Philippe VI d'Espagne a inauguré une nouvelle législature. À cette occasion, il a prononcé un discours remarqué devant les députés et sénateurs siégeant à Madrid. « Dans une monarchie parlementaire, la présence du roi au Parlement est l'expression constitutionnelle du lien existant entre les dépositaires de la souveraineté nationale et le chef de l'État », a-t-il d'abord rappelé. « Aujourd'hui, comme au jour de ma proclamation, je veux réaffirmer ici, face à vous et face à tous les Espagnols, trois engagements de la Couronne. En premier lieu, son engagement vis-à-vis des citoyens, car la Couronne tire sa raison d'être du service de tous les Espagnols et de l'exercice de ses fonctions constitutionnelles, de la neutralité politique à l'indépendance, toujours et à tout moment au service de l'intérêt général. En second lieu, son engagement vis-à-vis de notre démocratie, des valeurs de liberté, d'égalité, de justice et de pluralisme politique et des principes qui fondent notre régime constitutionnel : la souveraineté nationale, la séparation des pouvoirs et l'État de droit. Et, finalement, son engagement avec l'Espagne, une grande Nation riche de sa diversité tout au long des siècles, et dont le roi, comme chef de l'État, symbolise l'unité et la permanence. » (1)

Tout est dit de ce que sont, de nos jours, les fonctions des monarchies européennes. Et, entre les lignes, de ce qui peut être rétorqué à ceux qui questionnent la légitimité de la monarchie ou remettent en cause l'unité du pays. Dans le viseur, se retrouvent les responsables du mouvement populiste de gauche Podemos, représentant typique d'une gauche marxiste historiquement incapable de penser la médiation politique, et les indépendantistes se sentant autorisés

à pouvoir mener à bien ce qu'ils appellent des « processus de déconnexion démocratique » de régions entières.

À Barcelone, quelques jours après l'investiture de Mariano Rajoy comme Premier ministre et quelques autres avant le discours d'inauguration de la nouvelle législature par le monarque, une manifestation a réuni plus de 80 000 personnes, selon les autorités. Il s'agissait, pour ceux qui sont descendus dans la rue, de marquer les esprits maintenant que la vie politique s'apprête à reprendre un cours normal. Les manifestants voulaient aussi montrer leur appui aux chefs indépendantistes responsables de la tenue, à l'automne 2014, d'une



Le roi Philippe VI d'Espagne au Cortes

consultation sur l'indépendance de la Catalogne et aujourd'hui mis en cause devant les tribunaux.

Il est plus particulièrement demandé des comptes à Artur Mas, ancien président de la région de Catalogne, et à deux de ses conseillers, Francesc Homs, député nationaliste à Madrid aujourd'hui accusé de prévarication, et Carme Forcadell, présidente du Parlement catalan à qui l'on reproche d'avoir organisé un débat sur le processus de « déconnexion » de l'Espagne engagé en 2015. Le Tribunal constitutionnel espagnol censure la plupart des initiatives des indépendantistes catalans, qui contrôlent le gouvernement régional.

Depuis plus d'un an, ce dernier est aux mains d'une étrange coalition allant de l'extrême gauche au centre-droit. Carles Puigdemont, le président de ce gouvernement, continue à mener ce qui est, à ses yeux, un combat légitime. « Dans chaque coin de la Catalogne où se trouve un démocrate, nous devons élever la voix pour

défendre nos institutions », a-t-il déclaré à l'occasion de la manifestation de Barcelone.

Dans ce contexte de blocage avec Madrid, la présence à la tête de l'État d'un « modérateur », effectivement neutre et garant du fonctionnement régulier des institutions, n'est pas un luxe. Les compétences du roi vis-à-vis des différentes institutions, s'étendent de fait aux relations avec les régions autonomes.

Depuis 2014, Philippe VI a régulièrement appelé à l'apaisement. « Nous avons besoin (...) des différentes manières de se sentir espagnol, d'être et de se sentir membres d'une même communauté politique et sociale, d'une même réalité historique, actuelle et future », déclarait-il le jour de sa proclamation devant les Cortès. Or, les dix mois d'intérim gouvernemental dont sort le pays ont été mis à profit par les indépendantistes catalans pour peaufiner leur feuille de route.

Fort d'attributions certes symboliques, le roi dispose de faibles marges de manœuvres. Mais il en a, surtout en cas de blocage, grâce notamment aux entretiens qu'il est tenu d'avoir régulièrement avec les élus régionaux. En juillet 2015, alors que le Parti populaire de Mariano Rajoy rompait tous les ponts avec le gouvernement de la Generalitat, Philippe VI recevait le président Artur Mas. Ce dernier l'informa du fait que les indépendantistes catalans étaient résolus à mener leur projet jusqu'au bout. Cela n'empêcha pas le roi, quatre mois plus tard, de défendre résolument la Constitution. Le peuple espagnol « n'est pas disposé à ce que l'on remette en cause son unité », dit-il alors. En janvier dernier, la Zarzuela est donc accusée de jeter de l'huile sur le feu quand une audience royale est refusée à Carme Forcadell. La présidente du Parlement catalan pensait pouvoir venir annoncer au roi le nom du nouveau président du gouvernement régional, Carles Puigdemont. Ce dernier reproche alors au roi de ne pas faire preuve de « neutralité ». Le rôle du monarque n'est donc pas sans importance. Durant les derniers mois d'intérim, le roi n'a pas fait de déclaration spécifique au sujet de la Catalogne. Mais tous savent qu'il était capable d'intervenir, même au plus fort des moments de tension. Le gouvernement en minorité de Mariano Rajoy fait à nouveau de la Couronne un recours.

Christophe BARRET

(1) Le texte intégral, en espagnol, est disponible sur le site de la Casa Real : http://www.casareal.es/ES/Actividades/Paginas/actividades_discursos_detalle.aspx?data=5615

Le roi Donald

Comme Trump n'est pas un personnage d'utopie, il doit relever de l'uchronie. Qu'un seul élément diffère, le phénomène aurait pu être évité et pourrait l'être dans d'autres circonstances ou pays : Trump est Trump et nul autre n'est Trump.

De nombreuses erreurs ont été commises à l'encontre du phénomène Trump contre lesquelles nous avons tenté de mettre en garde depuis plus d'un an. Non seulement le *mea culpa* contraint et forcé des médias n'est pas sincère mais ils continuent de faire assaut de partialité. Quelques heures à peine depuis les résultats le président élu était mis en demeure de se parjurer faute de tenir les promesses jugées extravagantes du candidat. D'une manière ou d'une autre il est à l'avance disqualifié.

Suivons cette logique supposée implacable : ou bien en effet Trump réussit son pari et, tel un nouveau Roosevelt - qui passa en son temps pour un « dictateur » - auteur d'un « New Deal » - Trump en homme d'affaires se présente comme un homme de « *deals* » (1), il est réélu en 2020 ; ou bien une procédure de destitution est montée contre lui (en dépit du fait que les républicains contrôlent les deux chambres du Congrès et qu'il aura nommé un ou plusieurs juges de la Cour suprême) et, tel un second Nixon, il quittera le bureau ovale sous les outrages et la pression des émeutes dans les rues.

À quoi mesurera-t-on le succès ou l'échec ? Que l'économie américaine ait créé vingt-cinq millions d'emplois et que la croissance ait atteint 4 %, ce qui entre parenthèses suppose le maintien d'une forte immigration et également une énorme tension sur l'utilisation de ressources énergétiques notamment qui irait à l'encontre des engagements climatiques que Trump d'ailleurs rejette. Ceci ne peut advenir sans que ces emplois soient rapatriés des pays émergents, notamment du Mexique, mais aussi d'Asie et d'Europe où globalement les investissements américains sont les plus importants spécialement en France.

De guerres commerciales en conflits militaires pour le contrôle des sources d'énergie mais aussi de l'eau et de la terre, le programme de Donald Trump ne peut prospérer que par la division, la polarité, à l'extérieur comme à l'intérieur. Si l'Amérique est divisée selon des critères culturels ou sociétaux, c'est là l'apparence, la surface des choses. En termes réels, elle est divisée géographiquement entre zones industrielles en déclin et centres de haute technologie et de services, mais encore plus radicalement entre régions froides et régions chaudes lesquelles à la faveur du changement climatique pourraient bien avant ou après 2020 se répartir entre congères et incendies, cyclones de plus en plus violents et répétés avec inondations de zones urbaines côtières et sécheresses de plus en plus étendues à l'intérieur comme celle qui a frappé la Californie cet été.



Canada, Mexique, Chine seront les plus exposés aux revendications américaines. Mais l'Europe ne sera pas en reste. Parce qu'elle sera à la fois écrasée par le dumping commercial américain et menacée de retraits de capitaux et de crise monétaire. C'est ce qui rend illusoire l'idée d'une solidarité des nationalismes. Il n'y a pas d'internationale des nationalismes. Il peut en revanche y avoir un suivisme de la part de nationalistes au petit pied devenant les otages du grand père nationaliste, les Farage, Wilders, Hofer, clones d'une caricature de Trump.

L'Europe saura-t-elle faire face à une Amérique qui se voudrait à nouveau « grande » ? La volonté politique peut

s'affirmer en relevant un tel défi. Loin de se lamenter sur l'affaiblissement de l'Otan et la mise au placard du TAFTA, l'Europe doit se prendre en charge.

Être le conservatoire des grands principes du droit international et du multilatéralisme abandonnés par Trump est une mission que l'Europe ne saurait laisser filer sans se renier. Mais cela ne suffira pas si elle ne réunit pas autour d'elle un large consensus international. Elle le peut et elle le doit en Afrique et au Moyen-Orient mais rien ne se fera sans l'Asie.

Chaque signe d'isolationnisme devra être compensé par l'Europe car la nature a horreur du vide et d'autres candidats à la reprise risquent de se présenter dans chaque région. L'Europe ne saurait se laisser enfermer dans l'alternative soit d'un nouveau Yalta (à nouveau Roosevelt !) soit d'une nostalgie du P 3 (USA, GB, France). C'est à la définition d'une troisième voie que les candidats potentiels à la présidence française devraient s'attacher. Trump aura quatre mois d'avance sur eux. Il aura achevé les fameux premiers cents jours au cours desquels il est censé changer le cours de l'histoire. Or les dirigeants européens quels qu'ils soient, et surtout ceux qui prétendent bénéficier de l'image de Trump, ne sauraient se comparer à lui. Aucun ne vient du secteur privé. Tous ont fait carrière en politique comme des hommes de parti (y compris au FN). Ce qui fait du phénomène Trump un cas d'école non transposable. Indépendamment des conditions propres à la sociologie et à l'histoire de chaque pays, notamment du caractère fédéral des États-Unis, le problème est d'ordre institutionnel.

Certaines constitutions ou conjonctions sont plus propres à l'apparition d'un recours. Mais à la limite il est imprévisible. Nul n'est besoin de dresser une liste de possibles. En définitive c'est la rencontre d'une personnalité et des circonstances qui s'impose d'évidence. Quand l'homme du moment (pas le mal nommé homme « providentiel ») se révèle - de quasiment nulle part -, on ne voit plus que lui. Roi d'un jour, de cents jours, de quatre ans, de huit, roi de comédie, roi de tragédie ? Personne aujourd'hui ne peut le dire.

Yves LA MARCK

(1) La comparaison avec Roosevelt s'arrête là car le président démocrate (1932-1945), référence de la gauche américaine, a taxé lourdement les grandes sociétés et les hauts revenus et a dû se battre contre une Cour suprême réactionnaire, au contraire de Trump.

Comment la dette a été fabriquée

La dette publique n'est pas une contrainte rendue écrasante par le laxisme budgétaire mais un choix politique effectué dès les Trente glorieuses par l'élite du pouvoir et des affaires au nom d'une vision strictement financière qui se confond avec ses propres intérêts. Pour en finir avec la dette, il faut comprendre comment elle a été fabriquée.

Les chiffres, angoissants, nous sont assénés du matin au soir. En 2015, la dette publique française, c'est 95,7 % du PIB, la dette espagnole, atteint 99,3 %, l'italienne 134 %, la grecque, 171 %. De ces faits, les experts tirent toujours le même enseignement, réaliste et moralisateur : nous avons vécu au-dessus de nos moyens, l'État a trop dépensé et il faut faire des sacrifices pour réduire le poids de la dette sur les générations futures ! Au fil des décennies, cette contrainte est devenue une évidence et l'austérité budgétaire une solution inévitable et à terme bienfaisante...

Dans le livre qu'il a tiré d'une thèse très remarquée, (1) Benjamin Lemoine explique que cette évidence est une illusion : la dette publique n'est pas le résultat inéluctable du laxisme budgétaire mais une construction bâtie sur un discours idéologique dépourvu de toute validité scientifique, malgré les séries de chiffres fabriqués pour les besoins de la cause. Nous avons en effet oublié que le problème de la dette est celui de son financement et qu'il existe des alternatives à l'appel aux banques privées. Outre l'érosion progressive de la dette par l'inflation, l'État peut trouver en lui-même et par lui-même le moyen de se financer en toutes circonstances et à faible coût. Comment ?

Après la guerre, dans une économie intelligemment dirigée, orientée par le Plan et

structurée par un fort réseau de banques nationalisées, l'État organise le circuit du Trésor. C'est très simple : divers particuliers et les banques sont obligés de déposer leurs fonds sur le compte du Trésor à la Banque de France. Le Trésor assure les dépenses de ces déposants mais comme elles ne sont pas instantanées il dispose de ressources qui constituent pour l'État une dette à très court terme mais automatiquement renouvelée. De plus, quand les dépenses publiques du gouvernement viennent s'inscrire sur des comptes bancaires - ceux des fonctionnaires, ceux des entreprises qui répondent aux commandes de l'État - ces dépôts alimentent l'État puisque les banques sont obligées de détenir des planchers de bons du Trésor à un taux qui est fixé par le Trésor lui-même. (2) Dès lors, le recours aux avances de la Banque de France est limité et le lancement d'emprunts sur les places extérieures est réduit : jusqu'en 1975, la dette publique est inférieure à 10 % du PIB.

Comme l'écrit Benjamin Lemoine, ces mécanismes ne sont pas « *uniquement justifiés par l'urgence de la reconstruction. Ils sont aussi les véhicules d'un certain rapport politique à l'économie. Ils sont mus par une philosophie de l'intérêt général visant la répartition optimale des crédits à l'économie, dont la puissance publique se sent responsable. Les dispositifs financiers sont enrôlés dans le projet de croissance économique et de plein emploi.* » Cette politique économique orientée vers la justice sociale par le moyen du développement économique aurait pu connaître des ajustements et des améliorations au fil des décennies afin que l'intérêt général soit toujours mieux servi. Au contraire, des hauts fonctionnaires et des ministres s'ingénierent à détruire par de lentes et minutieuses opérations le système de financement des dépenses publiques qui mettait la France et les Français à l'abri de la dette.

Dès 1962, Valéry Giscard d'Estaing nommé aux Finances veut introduire une dose de marché dans les mécanismes de financement tandis que les services du Trésor et divers experts multiplient les notes et les rapports en faveur d'un retour à l'orthodoxie libérale sur le modèle étatsunien : il s'agit déjà de détruire le circuit du Trésor et de transformer l'État en opérateur banal sur le marché monétaire. Les arguments de ces experts sont faibles ou inexistant : on se plaint de l'inflation avec Antoine Pinay sans jamais prendre en compte ses aspects très positifs quant à l'allègement des dettes publiques et privées ; on affirme que le circuit du Trésor répond aux seules nécessités de la reconstruction comme si le financement du développement devait à tout prix



se faire par d'autres voies ; on cultive surtout les thèses ultra-libérales en oubliant les catastrophes politiques et économiques qu'elles ont produites au cours des années trente. Qu'importe : l'économie dirigée qui a permis le relèvement de la France doit être détruite afin que triomphe le Marché qui est l'incarnation économique du Bien...

Dès le début des années soixante-dix, les technocrates « orthodoxes » tiennent pour évident que l'État doit emprunter sur les marchés financiers. Un tel objectif implique deux contraintes auxquelles nous sommes toujours soumis : une fiscalité favorable aux souscripteurs d'emprunts ; une lutte acharnée contre l'inflation qui

ruine les créanciers. L'emprunt Giscard 1973 indexé sur l'or sera un magnifique cadeau aux souscripteurs et une énorme charge pour l'État - et le signe patent d'une osmose entre l'élite du pouvoir et le capitalisme financier. (3) Après l'échec en 1975 de la « relance Chirac » trop peu cohérente, Raymond Barre accentue la politique de stabilité des prix et de financement non monétaire que les socialistes reprendront et développeront après 1983. Face au premier gouvernement Mauroy, les hauts fonctionnaires ultra-libéraux - Michel Camdessus, futur directeur du FMI, Michel Pébereau, futur patron de la BNP, - sont à la manœuvre pour empêcher la politique de financement de l'activité par la création de monnaie et pour dénoncer le soutien de l'activité par la dépense publique. C'est pendant cette période que ces hauts fonctionnaires, relayés par des journalistes complaisants ou crédules, construisent la fable d'une dépense publique qui serait la cause de l'inflation, de l'endettement et des déséquilibres monétaires.

On sait que François Mitterrand a cédé aux avocats du libéralisme économique et que les socialistes se sont noyés dans le consensus « orthodoxe » - équilibre budgétaire, contrainte salariale, soumission au Marché - forgé par quelques propagandistes de talent. On sait que Pierre Bérégovoy fut la figure pathétique de cette reddition intellectuelle et politique qu'aucune « contrainte extérieure » n'imposait. Benjamin Lemoine montre bien que la bataille décisive ne s'est pas déroulée sur le terrain de l'argumentation économique mais sur la définition préalable de ce qui est moderne et de ce qui est archaïque. Les thuriféraires du Marché, porteurs d'une idéologie vieille de deux siècles et invalidée par la crise de 1929, ont réussi à se faire reconnaître comme des novateurs - ils se disent aujourd'hui progressistes - alors que le modèle révolutionnaire était celui de la Libération !

Présentée comme une solution technique, neutre par rapport au clivage entre droite et gauche mais conforme à une évolution naturelle, la mise sur le marché de la dette est une négation radicale de l'État puisque le Trésor public se comporte comme une agence privée qui place ses produits financiers et qui se doit d'être plus compétitive que ses concurrentes. La différence avec l'agence privée, c'est que l'État administre un pays qu'il doit présenter sous son jour le plus attrayant aux yeux des créanciers :

faible taux d'inflation, faible déficit budgétaire, faible coût du travail qui suppose un taux élevé de chômage... La politique économique se réduit dès lors à la mise en œuvre des moyens qui permettent de répondre aux exigences des prêteurs de toute nature - banques, compagnies d'assurance, entreprises - et aux évaluations subjectives des analystes financiers. Les techniques « neutres » vantées par les experts placent l'État et la nation dans un système de contraintes qui étouffent l'économie réelle et qui interdisent au pouvoir politique de se consacrer à sa tâche essentielle : la réalisation, aussi complète que possible, de la justice sociale.

La contrainte par la dette a été durcie par les « critères de convergence » de Maastricht - déficit budgétaire inférieur à 3 %, dette publique inférieure à 60 % du PIB - et les négociations ont abouti à la défaite des Français qui voulaient « noyer le mark » dans l'Union économique et monétaire. La victoire allemande a été celle de l'orthodoxie comptable de la Bundesbank, depuis lors indiscutée : on discute et on agit en fonction de la dette brute rapportée au PIB, alors qu'on pourrait prendre pour critère la dette nette et la rapporter aux recettes publiques et au patrimoine national : cette remarque est par trop sommaire mais Benjamin Lemoine prouve de manière très argumentée que la dictature de la dette est fondée sur l'arbitraire des chiffres brandis par les experts.

Le rapport Pébereau de 2005 est parfaitement exemplaire d'une dramatisation qui permet de mettre en condition les dirigeants et les citoyens sur le problème de la dette et sur les fameuses « réformes de structures » qui permettraient d'y remédier. Quels que soient les partis et les candidats, les technocrates de Bercy, leurs alliés de la banque et les groupes de pression patronaux veillent, sous la férule de Berlin et de Bruxelles, à ce que le service de la dette soit scrupuleusement assuré, quoi qu'il en coûte à la population et même si l'avenir de la nation est sacrifié. Le cas extrême est celui de la Grèce, assommée de toutes les manières au motif qu'il lui faut rembourser une dette qui n'est manifestement pas remboursable.

Benjamin Lemoine conclut qu'il faut en finir avec l'ordre de la dette. Il faut aussi en finir avec la contrainte monétaire mais



Benjamin Lemoine

la destruction de la zone euro n'est qu'une première étape vers la réorganisation complète de l'économie nationale par la planification et la nationalisation des secteurs-clés, à commencer par le crédit. Ceux qui prendront le pouvoir devront lire ou relire Benjamin Lemoine : il faudra que le ministère des Finances, la direction du Trésor et les inspecteurs des Finances soient mis fermement au service de l'intérêt général et suffisamment contrôlés pour qu'une petite caste d'adorateurs du Marché ne puisse pas à nouveau prendre l'État et la nation dans ses pièges.

Bertrand RENOUVIN

(1) Benjamin Lemoine, *L'ordre de la dette, Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché*, préface d'André Orléan, Éd. La Découverte, coll. Sciences humaines, mars/2016, 308 pages, prix public : 22 €.

(2) Cf. François Bloch-Lainé & Pierre de Vogué, *Le Trésor public et le mouvement général des fonds*, PUF, 1960. Dans les années soixante, les étudiants de l'Institut d'Études politiques savaient par cœur le cours de Finances publiques de Pierre de Vogué - qui fut mon examinateur en 1966.

(3) Cf. François Morin, *La structure financière du capitalisme français*, Calmann-Lévy, 1974.

Communiquer avec la NAR

lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

L'islam, la guerre et la paix

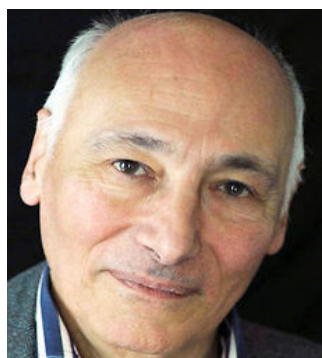
En tant que telle, la religion musulmane est-elle facteur de violence ?

À cette question âprement débattue, Gabriel Martinez-Gros apporte des réponses pertinentes, qui procèdent d'une philosophie de l'histoire encore trop méconnue.

Cette philosophie est celle d'Ibn Khaldoun (1332-1406), auteur magistral d'une théorie des empires que Gabriel Martinez-Gros a présentée dans son précédent ouvrage. (1) Les grands empires seraient créés par de petites communautés marginales (*'assabiyya*), qui vivent dans la pauvreté et excellent dans l'art de la guerre. L'endurance et la vaillance de ces groupes leur permettent de conquérir d'immenses étendues très peuplées qu'ils transforment en territoires délimités, administrés par un pouvoir politique qui assure la paix, prélève l'impôt et confie la garde de l'empire à d'autres *'assabiyya*. La théorie vaut pour les Grecs d'Alexandre, Rome, les empires arabes mais pas pour l'Europe qui s'organise hors du despotisme et sans recourir aux tribus des confins. Pourtant, Gabriel Martinez-Gros estime dans un passionnant essai (2) que nous sommes en train de vivre un moment khaldounien. En quel sens ?

Ce que l'auteur désigne comme Occident - sans guillemets - aurait pris la forme d'un « empire » - avec guillemets - qui obéirait à la logique de l'ancien modèle oriental, pacifique et progressiste mais émollient. Ibn Khaldoun voyait en effet dans la démilitarisation et la démobilisation psychologique des populations sédentarisées les causes immédiates de l'effondrement des empires, incapables de payer suffisamment de mercenaires pour assurer leur défense parce que l'hypertrophie de l'État écrase l'économie et tarit les ressources fiscales. Selon Gabriel Martinez-Gros, « l'État sédentaire » en Amérique latine, aux États-Unis et en Europe est confronté à la violence des nouvelles « tribus » djihadistes ou mafieuses qui bénéficient du regard culpabilisé que l'idéologie dominante porte sur les dissidences. Je

résume à gros traits une thèse qui ne me paraît pas pleinement convaincante malgré l'abondance et la solidité de ses arguments. J'aimerais soutenir longuement que l'Occident n'a pas d'existence, même sous la forme métaphorique d'un « empire » qui est tout entier résorbé dans la rivalité des puissances nationales, financières, industrielles. Je m'étonne de voir les États-Unis classés parmi les pays victimes de la sédentarité alors qu'ils ne connaissent, c'est le moins qu'on puisse dire, ni la démilitarisation ni la démobilisation patriotique. En revanche, le schéma khaldounien peut s'appliquer à l'Union européenne déliquescence qui écrase les sociétés et les nations de tout le poids de sa bureaucratie. Le débat est à reprendre sur ces points mais je voudrais surtout souligner ce que Gabriel Martinez-Gros apporte à notre compréhension du djihadisme et de l'islam.



Gabriel Martinez-Gros

Le djihadisme n'est pas la revanche du colonisé comme l'affirment les vieux militants tiers-mondistes et ce n'est pas non plus un nihilisme. Les idéologues du prétendu « État islamique » ont rompu avec l'âge des masses et ils ont constitué des tribus « bédouines » qui vivent dans les marges du monde moderne et des États modernisés - l'Éthiopie, le Kenya par exemple - selon les vertus prêtées à l'islam originel et dans la volonté d'exterminer ou d'asservir les quatre-cinquièmes de l'humanité. Dans leur combat, les djihadistes n'invoquent pas la guerre d'Algérie et le peuple palestinien mais la nécessité d'en finir avec l'irréligion et les perversions en réaffirmant la légitimité de la guerre, de l'enfermement des femmes et de la réduction en esclavage des vaincus. C'est cette

violence purificatrice qui fascine : elle se vit selon un « récit historique sacralisé » alors que les oligarchies veulent sortir de l'histoire.

L'islam peut bien affirmer dans sa théologie que l'État et la religion sont indissociables mais Ibn Khaldoun explique que les sociétés musulmanes ont opéré une séparation radicale entre la fonction politique des tribus marginales conquérantes et la pratique religieuse des sédentaires une fois que les empires sont établis. C'est le moment de la conquête qui exige un lien étroit entre la croyance - *dawa* - et la communauté guerrière. Puis ce lien entre *dawa* et *'assabiyya* se défait et l'empire apaise la ferveur religieuse parce que l'État n'en a plus besoin pour fédérer les populations : de fait, la religion est marginalisée dans l'Inde du Moghol Akbar et domestiquée dans l'empire ottoman. « *L'État établi n'est jamais djihadiste* », dit Gabriel Martinez-Gros car il écarte comme deux fils d'une ligne électrique la prédication et la vertu guerrière. Mais quand la *dawa* et l'*'assabiyya* se conjuguent comme aujourd'hui dans le prétendu califat de Daech, la violence se déchaîne.

Les djihadistes peuvent être vaincus mais la victoire suppose que les peuples menacés retrouvent une capacité de décision politique aujourd'hui confisquée par les oligarchies. Il faudrait mobiliser une force démocratique autrement qu'en paroles car tout combat implique l'engagement et la prise de risque. Mais cette mobilisation qu'une ré-institution du politique rendrait possible ne doit pas nous faire oublier l'autre menace pointée par Gabriel Martinez-Gros : celle du crime organisé, qui détruit les nations d'une autre manière, par la corruption et la diffusion massive des drogues.

Les nations de notre vieille Europe, qui ont conçu la souveraineté nationale, institué la démocratie et la laïcité puis inventé contre les totalitarismes le modèle de l'économie dirigée au service de l'État social sans pour autant se désarmer ne devraient pas rester longtemps sans réplique d'envergure.

Bertrand RENOUVIN

(1) Gabriel Martinez-Gros, *Breve histoire des empires. Comment ils surgissent, comment ils s'effondrent*, Seuil, 2014. Cf. mon article dans le numéro 1062 de *Royaliste*, repris sur mon blog.

(2) *Fascination du djihad, Fureurs islamistes et défaite de la paix*, PUF, coll. Hors Collection, sept./2016, 108 pages, prix public : 12 €.

Les nouveaux enfants du siècle

« Tous ont de fait en commun d'avoir une vingtaine d'années et d'être nés à la fin du XX^e siècle. Le mur de Berlin venait de chuter, les totalitarismes promettaient d'être cantonnés aux devoirs de mémoire et le traité de Maastricht allait être signé. Francis Fukuyama pronostiquait la fin de l'histoire et la mondialisation heureuse devait inaugurer une ère infinie de paix et de prospérité. Dans la vieille Europe particulièrement, porteuse du souvenir de Verdun, d'Auschwitz et du Goulag, la nouvelle génération était appelée à se constituer en avant-garde d'une humanité à jamais plurielle, métissée et festive, en pionnière du culte planétaire du vivre ensemble, de la consommation et des technologies de masse. » Oui, mais voilà, les choses ne se sont pas du tout passées comme l'entendaient Fukuyama et Alain Minc : « Le progrès social a cédé la place à la crise économique ; la promesse culturaliste a débouché sur le choc des civilisations ; l'Europe des normes et du marché a creusé le vide laissé par l'effacement des nations et des systèmes. À l'empire du bien a succédé l'empire du rien. » C'est peut-être l'ombre ironique de Philippe Muray qui se profile là-dessous, la fin de l'histoire prenant une toute autre saveur, morbide celle-là, de la part de celui qui interpellait les djihadistes : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus morts. »

Mais l'essayiste qui décrit ainsi cruellement la réalité ne vient pas d'outre-monde. C'est un témoin d'autant plus averti de cette nouvelle génération qu'il en fait partie, qu'il ressent profondément les morsures de son époque pour les avoir vécues, notamment au cœur du 93 dont il vient, du *Bondy blog* auquel il a été associé et dont la vocation est de rendre compte de façon directe et précise de la France de la diversité ethnique. Alexandre Devecchio, maintenant responsable du *Figarovox* a, par ailleurs, toute la culture nécessaire pour interpréter avec profondeur l'expérience accumulée de ces dernières années et qui a culminé avec l'épouvantable nuit du 13 novembre 2015. C'est ce soir-là qu'a sonné définitivement le glas de l'utopie soixante-huitarde, du moins celle de Daniel Cohn-Bendit. Le rouquin rêvait d'une société où il serait interdit d'interdire. Plus tard le rêve se prolongerait avec le mythe d'une société multiraciale, celle de la diversité humaine et du métissage universel. Mais il s'est fracassé, en dépit des efforts désespérés de ceux qui entendaient magnifier une *génération Bataclan*. On ne résiste pas au défi djihadiste en proclamant « Je suis terrasse », un verre de mojito à la main... Les *aduléscent*s de *Libération* ont bien tenté de glorifier cette jeunesse tolérante, plurielle et festive mais en oubliant qu'elle ne représentait qu'une fraction de la jeunesse française et que les terroristes provenaient eux-mêmes d'un secteur social qui participe au moins d'une complicité pour un certain univers mental, où l'attraction de l'islamisme est solidaire de la révolte contre une civilisation méprisée et exécrée.

Alexandre Devecchio appelle *génération Dieudonné* cette catégorie de jeunes qui se recherchent une identité, après avoir refoulé celle, incertaine, qu'on leur offrait. Le dossier qu'il a constitué à ce propos est proprement terrifiant. En le lisant, j'avais l'impression que mes propres défenses intérieures tombaient les unes après les autres. Défenses pour protéger une sécurité personnelle, relativiser des données évidentes mais partielles. Non, il faut se rendre à

la réalité, et celle-ci est implacable. On parle souvent d'intégration en panne, mais c'est bien pire que cela. Tout un monde s'est replié sur lui-même, qui nous méprise et qui nous hait. Bien sûr, il y a des causes à cela : l'hyper chômage, la réduction au statut d'assisté. Mais il y a surtout ce toboggan dont parle Malek Boutih, qui précipite toute une jeunesse dans la colère et la révolte. Quel rôle l'islam joue-t-il dans la radicalisation de ces garçons et de ces filles ? La polémique ouverte entre Gilles Kepel et Olivier Roy à ce sujet est éclairante. L'un et l'autre ne s'étaient-ils pas trompés en prédisant le déclin de l'islamisme au tournant des années 2000 ? Aujourd'hui, le premier pense que nous assistons à une radicalisation de l'islam, le second à une islamisation de la radicalité. Et si les deux phénomènes étaient liés et s'imbriquaient mutuellement ? « *Le djihadisme made in France est le fruit de la rencontre entre l'islamisme et l'ère du vide. L'enfant bâtard d'une utopie mortifère et d'une époque désenchantée. La créature hybride d'une idéologie barbare et d'une postmodernité horizontale.* »



Mais les jeunes des quartiers ne sont pas les seuls à faire éclater l'idéologie libérale-libertaire. Pour Alexandre Devecchio, à la génération Dieudonné s'ajoutent la génération Zemmour et la génération Michéa. Ces trois noms emblématiques sont choisis eu égard à leur valeur symbolique. La polémique développée par Éric Zemmour n'est pas reprise ici dans sa force argumentative, pas plus que la pensée de Jean-Claude Michéa n'est développée dans sa richesse thématique. Le journaliste incarne la révolte d'une jeunesse qui revendique son identité et grossit à mesure que le Front national acquiert la puissance du premier parti de France. Michéa indique la direction de sortie de la pensée unique, en concentrant les refus des jeunes qui ne se reconnaissent ni dans le tout marché ni dans le nihilisme moral. La *Manif pour tous* a suscité une dynamique qui dépasse de loin la seule question du mariage homosexuel. Gaël Brustier l'avait compris tout de suite en parlant d'un Mai 68 conservateur. Encore faut-il s'entendre sur ce conservatisme qui a plus à voir avec Orwell et sa commune décence qu'avec la défense du désordre établi.

Il faut bien admettre que les lignes ont bougé et que l'idéologie soixante-huitarde se trouve ainsi ringardisée, sans que les formations politiques, à droite et à gauche, puissent répondre, d'une façon ou d'une autre, aux exigences qui se sont manifestées et qui ne sont pas près d'être banalisées à l'aune des systèmes d'hier. Les nouveaux enfants du siècle, à l'exception de ceux qui se sont dévoyés dans le gouffre de la possession (au sens de Dostoïevski), sont en quête d'une voie étrangère aux idéologies meurtrières et à un progressisme arrogant autant que mensonger. Ils sont peut-être disposés à entendre un Jean-Pierre Chevènement lorsqu'il explique qu'« une France qui s'aimerait attirerait à nouveau et pourrait reprendre le processus séculaire d'intégration de ses nouveaux citoyens. » Et selon le mot célèbre d'Albert Camus, ils sont persuadés que faute de refaire le monde, il importe d'agir en sorte qu'il ne se défasse pas.

Gérard LECLERC

Alexandre Devecchio, *Les nouveaux enfants du siècle - djihadistes, identitaires, réacs. Enquête sur une génération fracturée*, Éd. du Cerf, oct. /2016, 336 pages, prix public : 20 €.

Un hommage à l'histoire de France

Parmi la foule d'expositions en cours dans la capitale, celles proposées par le Musée d'Orsay sur le *Second Empire* et par le Petit Palais sur *L'Art de la paix* regorgent de pépites artistiques et mettent en exergue certaines facettes de notre histoire nationale.

Cet automne, Paris propose une foisonnante sélection d'expositions. Mais s'il fallait vraiment n'en retenir que deux, ce serait sans conteste celle du Musée d'Orsay sur le *Second Empire*, monumentale tant par la taille que par la qualité des œuvres proposées, et celle du Petit Palais qui nous dévoile un thème des plus original : la notion de paix dans l'histoire de France à travers l'art.

L'exposition *Spectaculaire Second Empire* (1) offre un panorama précis des années 1850 à 1870 et déconstruit le mythe savamment forgé par les détracteurs de Napoléon III, Victor Hugo en tête. Cette exposition nous montre que ces deux décennies, loin de l'image qu'ont pu s'en faire les générations suivantes, furent d'une grande richesse. L'époque est autant marquée par une stabilité certaine que par un bouleversement des modes de vie des habitants. Des changements perceptibles que l'art dans sa globalité s'est attaché à mettre en lumière. Et pour ce faire, les maîtres-mots sont : faste et majesté. Il s'agit tout d'abord de mettre en avant la magnificence du couple impérial, afin de créer et d'alimenter le soutien du peuple. Plusieurs peintres de cette époque n'ont pas ménagé leur peine pour sublimer Napoléon III et Eugénie.

Sur des tableaux de Franz Xaver Winterhalter, l'impératrice apparaît vêtue de ses plus élégants vêtements, d'un épais velours vert, de dentelle blanche - touche bucolique - et de la couronne qu'elle touche du bout des doigts. Un sourire doux et ingénu se dessine sur son visage. Des portraits du même peintre glorifient l'empereur mais certaines œuvres vantent aussi ses réussites politiques comme la *Réception des ambassadeurs siamois par l'empereur*

Napoléon III de Jean Léon Gérôme ou sa fibre sociale comme *L'Empereur visitant les inondés de Tarascon* de William Bouguereau. De nombreux dessins restituent les décors éphémères commandés par Napoléon III pour des fêtes ; son goût pour l'art trouve d'ailleurs son apogée quand il soutient les deux expositions universelles à Paris (1855 et 1867) dont de nombreuses pièces - armoires, vases - sont dévoilées.

L'antiquité, le néo-gothique, le romantisme (fauteuils fleuris) et le dandysme anglais (*Portrait de la famille Bellelli* d'Edgar Degas) sont autant d'influences qui viennent bouleverser les habitudes françaises. Ainsi Napoléon III possède une maison pompéienne abritant entre autres une statue de Napoléon I^{er} drapé en César. Les salons littéraires mais aussi les jardins d'hiver se développent, comme en témoigne le tableau de Sébastien-Charles Giraud *La véranda de la princesse Mathilde dans l'hôtel de la rue de Courcelles*. Les bourgeois et aristocrates découvrent de nouveaux loisirs comme les promenades à la campagne (*La Grenouillère* de Renoir, *Le Déjeuner sur l'herbe* de Manet). L'anticléricalisme augmente mais paradoxalement cette période connaît un regain de foi catholique. À l'appui, on ne saurait manquer le superbe tableau de Jules Breton *La bénédiction des blés* où des paysans accroupis sont en train de prier.

Finalement, cette exposition a peut-être le défaut de ses qualités. Face à tant de peintures, de mobilier, de dessins, force est de constater que le visiteur finit par faire un tri visuel selon ce qui l'attire le plus.

L'Art de la paix au Petit Palais, se révèle tout aussi intéressante même si elle est plus modeste et recouvre des centaines d'années de diplomatie française. Cette exposition exigeante nécessite de se replonger dans ses souvenirs de classe et dans ses connaissances personnelles. Véritable condensé de culture avec ses 100 traités originaux, elle effectue un bond dans le temps, du Moyen Âge au XX^e siècle.

Ainsi, le Petit Palais ne se contente pas de ne dévoiler que des traités très connus comme celui de Versailles. Des pans un peu plus méconnus sont aussi mis en valeur

tel le traité de paix signé entre Saint Louis et Jacques I^{er} d'Aragon le 11 mai 1258 ou celui signé entre Louis XI et le futur empereur Maximilien d'Autriche à Arras le 23 décembre 1482.

En outre, de nombreux tableaux viennent immortaliser les grands processus de paix comme celui de Sebastiano Ricci sur la réconciliation de François I^{er} et Charles Quint en 1538, grâce à l'impulsion du pape Paul III. Les deux protagonistes se prouvent leur bonne foi en se penchant l'un vers l'autre et Charles Quint pose la main sur son cœur. Au centre, le pape joue le médiateur.

Toutefois, la promotion de la paix passe le plus souvent par des allégories comme dans la toile d'Antoine Coypel *Louis XIV se reposant dans le sein de la gloire après la paix de Nimègue en 1678*. Le roi porte une tenue typique de l'antiquité, le laurier posé sur le front, et son regard est fier. Le but est de faire l'apologie d'un personnage historique, de son courage et de ses succès diplomatiques. Les images symboliques permettent de faire passer plus facilement le message. Ainsi, dans *Allégorie de la paix d'Amiens* (1802) d'Anatole Devosge, Napoléon I^{er} est couronné par la Victoire. Procédé stylistique qu'on retrouve dans les dessins antimilitaristes de l'entre-deux-guerres qui viennent parfaire une exposition érudite valant sans aucun doute le détour.

Indiana SULLIVAN

(1) *Spectaculaire Second Empire 1852-1870* au Musée d'Orsay, jusqu'au 15 janvier 2017. Ouverture du mardi au dimanche de 9 h 30 à 18 h. Le jeudi de 9 h 30 à 21 h 45. Fermeture les lundis et le 25 décembre.

(2) *L'Art de la Paix - secrets et trésors de la diplomatie* au Petit Palais, exposition temporaire du 19 octobre 2016 au 15 janvier 2017. Ouverture du mardi au dimanche de 10 h à 18 h. Le vendredi jusqu'à 21 h. Gratuit pour les moins de 18 ans.

**Abonnement
et
adhésion**

**règlement
à l'ordre de la :**

**Nouvelle Action royaliste
(NAR)**

Iran : Le 30 octobre, des milliers d'Iraniens opposants au régime parmi lesquels des partisans du Constitutionnaliste Party of Iran (mouvement monarchiste) se sont rassemblés devant la tombe de **Cyrus le Grand** réclamant plus de démocratie, obligeant le régime des Mollahs à intervenir et à fermer le site.

Autriche : Le 5 novembre, le pape **François** a reçu à l'occasion de l'anniversaire de la béatification comme Bienheureux de l'empereur **Charles I^{er} d'Autriche-Hongrie**, 300 membres de la famille impériale des Habsbourg-Lorraine. Dans la salle Clémentine du Palais du Vatican, le Souverain Pontife a remercié les différents princes, princesses, archiducs présents *qui incarnent à la fois le passé et l'avenir tant dans l'histoire que dans les défis à venir.*

Népal : Le 8 novembre, l'ancien roi du Népal est en tournée à Singapour et en Inde, accompagné de sa belle-fille, la princesse **Himani**. Cette visite quasi-officielle avait été planifiée avec l'Inde lors de la dernière conférence que **Gyanendra Bir Bikram Shah Dev** a donné devant un large parterre de nationalistes et monarchistes pro-hindous.

Rwanda : Le 11 novembre, bataille autour de la dépouille du roi défunt **Kigeli V**. Les membres de la famille royale et son conseiller personnel (Boniface Benzige) se disputent sur le choix du lieu de sépulture à donner au dernier roi du Rwanda. Les États-Unis ont été contraints d'émettre un communiqué assurant que le souverain serait bien enterré dans son pays d'origine alors que la délégation des membres de la famille royale dénonce l'ingérence du porte-parole du roi dans les affaires internes de celle-ci.

Frederic de NATAL



Seconde liste des souscripteurs

Bourguignon François 200 €, Rumin Renaud 30 €, Masclet Jean-Philippe 20 €, Anonyme 50 €, Gallière André 50 €, Veyrenc Laurent 50 €, Bégin Jean-Pierre 50 €, Gerlotto François 250 €, Arnaud David 40 €, Bellebeau Gérard 30 €, Barbiche Bernard 50 €, Paulet Pierre-Henri 60 €, Sztul Daniel 20 €, Viet François 20 €, de Pusy La Fayette Élisabeth 100 €, Roth Michel 35 €, Favre d'Échallens Marc 20 €, Conche Marcel 50 €, Simon Hervé 50 €, Aimard Frédéric 1000 €, Cailleux Philippe 56,08 €, Vilesy Anne Marie 100 €, Vercey Stéphane 80 €.

Total de cette liste : 2 411,08 €

Liste précédente : 5 335,00 €

Montant global : 7 746,08 €

Le 13 novembre, Bertrand Renouvin et Christophe Barret ont participé aux cérémonies du souvenir, à Gibraltar.

En compagnie du consul honoraire et de l'ancien chef du bureau consulaire de France, ils ont fleuri les tombes de trois aviateurs des Forces Aériennes Françaises Libres, compagnons de la Libération, Morts pour la France le 30 juin 1940.



La Nation et l'Universel 40 ans de débats dans *Royaliste*

Publié à l'occasion des 40 ans de la *Nouvelle Action royaliste*, cet ouvrage est disponible sur notre site internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

ou en nous le commandant directement à notre adresse postale au prix unitaire de 18 € (frais de port offerts).

BERTRAND RENOUVIN
**LA NATION ET
L'UNIVERSEL**
40 ANS DE DÉBATS
DANS *ROYALISTE*



PUBLIÉ À L'OCCASION DES QUARANTE ANS DE LA
NOUVELLE ACTION ROYALISTE
IFCCE
COLLECTION CITÉ

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 23 novembre : Jacques Sapir : **L'euro contre la France, l'euro contre l'Europe**

Mercredi 30 novembre : Joséphine Dedet : **Géraldine d'Albanie.**

Mercredi 7 décembre : Alexandre Devecchio : **Les nouveaux enfants du siècle.**

Mercredi 14 décembre : Gabriel Martinez-Gros : **Fascination du djihad, Fureurs islamistes et défaite de la paix.**

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire :
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

L'urgence de lutter contre l'exclusion sociale

L'alarmante progression de la pauvreté en France, révélée par le dernier rapport annuel du Secours catholique-Caritas, (1) n'a d'égale que le peu d'intérêt manifesté par nos dirigeants politiques à son égard. Quand ce n'est pas du mépris. Certains d'entre eux poussent, en effet, le ridicule jusqu'à présenter les pauvres comme seuls coupables de leur situation.

Ce faisant, ils s'exonèrent de leurs responsabilités et refusent de mettre en cause les politiques d'austérité prônées par les instances internationales et mises en œuvre depuis une trentaine d'années par les différents gouvernements français, l'accaparement par quelques-uns de la richesse nationale, la désindustrialisation, le désengagement de l'État dans les services publics (hôpital, école, sécurité...), la constante baisse des dotations des collectivités locales, la mise en coupe réglée de notre système de protection sociale...

Sans entrer dans les détails, on apprend à la lecture de ce rapport que le nombre de pauvres (2) a augmenté de 2,7 % l'année dernière, que cette progression est constante, que le public concerné est de plus en plus féminin et diplômé, composé pour plus d'un tiers d'étrangers, que 70 % sont au chômage et donc que 30 % ont un emploi qui ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins essentiels, que 60 % des personnes éligibles au RSA activité n'en bénéficient pas, et que 13,5 % vivent en milieu rural.

On serait en droit d'attendre de la part des candidats à l'élection présidentielle qu'ils inscrivent ce combat sur le long terme et proposent d'engager une véritable politique économique et industrielle, seule à même d'endiguer le phénomène. On doit se contenter jusqu'à présent de déduire de leur programme que la mise en œuvre des réformes qu'ils préconisent suffira, alors qu'il s'agit uniquement d'amplifier les politiques de traitement social qui échouent depuis les années 1980.

De son côté, le gouvernement se contente, dans le projet de loi de finance 2017 actuellement en cours

de discussion au Parlement, de simplifier les *minima sociaux*, mesure nécessaire mais qui se révélera insuffisante, tant qu'on ne s'attaquera pas aux causes profondes de la pauvreté. Pendant que l'on se focalise sur ces demi-mesures, on écarte des débats essentiels, davantage porteurs d'un projet de société, comme l'allocation universelle, le revenu contributif, le revenu décent ou la limitation des écarts de revenus. (3)

Mais ce qu'on retiendra surtout de ce rapport, c'est que les personnes qui poussent la porte du Secours catholique-Caritas ont d'abord besoin d'écoute, de conseil et d'accueil. (4) Leur geste manifeste leur désir d'exister aux yeux de quelqu'un, d'être reconnu par la société, non pour ce qu'ils n'ont pas, mais pour ce qu'ils sont : des hommes et des femmes dignes de respect et d'attention.

Comme le montre le dernier numéro de la revue *Projet*, (5) ce sentiment d'abandon et d'injustice les poussent - eux, mais aussi les bénévoles des associations d'aide dépités par la démission des politiques de droite et de gauche - vers le discours et le vote du Front national. D'autant plus que cette paupérisation s'accompagne d'un creusement des inégalités. Une étude d'Oxfam confirmait en effet en début d'année que les 10 % des Français les plus riches détiennent à eux seuls 48 % du patrimoine et 1 % des plus fortunés, 17 % de la richesse nationale.

La lutte contre l'exclusion doit donc devenir une priorité de la campagne électorale qui s'annonce, sous peine de voir advenir, en France, le chaos politique.

Nicolas PALUMBO

(1) **État de la pauvreté en France 2016**, établi sur la base des quelque 185 000 fiches statistiques rédigées à partir des personnes accueillies en 2015 dans les délégations du Secours catholique-Caritas (téléchargeable sur le site du Secours catholique).

(2) Ménages ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, soit 60 % du revenu médian équivalent aujourd'hui en France à 1 008 euros environ pour une personne seule, 2 100 pour un couple avec un enfant. Le niveau de vie médian des personnes accueillies par le Secours catholique s'élève quant à lui à 530 euros.

(3) Pour mieux enterrer l'allocation universelle, le gouvernement vient de saisir le Conseil économique, social et environnemental. Le revenu contributif consisterait à appliquer à l'ensemble des citoyens le régime des intermittents du spectacle. Le revenu décent se fonde sur les budgets de référence établis par l'Observatoire national de la Pauvreté et de l'Exclusion sociale. Enfin, l'étude la mieux documentée sur la diminution des écarts de revenu est celle de Gaël Giraud et de Cécile Renouard, le *Facteur 12*. Autant de sujets sur lesquels nous devons revenir.

(4) 57 % ont besoin d'écoute, de conseil et d'accueil, 55 % d'aide alimentaire et 18 % d'une aide pour leur loyer ou leur facture d'énergie.

(5) Revue *Projet* no 354 (octobre 2016) : **Extrême droite : écouter, comprendre, agir**, prix public : 13 €.